

Annexe 1 : Matrice des Résultats du Cadre Programmatique Unique 2017-2020

Effets/Extrants	Indicateurs (I) Données de référence (DR), cibles (C)	Moyen de vérification	Risques et Hypothèses	Partenaires
<p>Effet 1 D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités Toutes les agences et ONUCI</p>	<p>IE1.1 Indice Mo Ibrahim DR : 48,3 (35^{ème} rang/52 pays en 2015) Cible: 25 (<i>Cible à confirmer par le Gouvernement</i>)</p> <p>IE1.2 Indice de perception de la corruption (IPC) DR : 32 107^{ème}/167 pays en 2015 Cible : 50 (<i>Cible à confirmer par le Gouvernement</i>)</p> <p>IE1.3 Proportion de la population ayant un revenu annuel inférieur au seuil national de pauvreté (par sexe) DR : N 46,8 %, <i>H : F : à compléter par</i> Cible : N 40 ; H : F : <i>A définir par le gouvernement</i></p> <p>IE1.4 Indice de Giny DR : 0,435 Cible : <i>A définir par le gouvernement</i></p> <p>IE1.5 : Taux de résolution des conflits inter-communautaires DR : 32% en 2012 C : 60 %</p> <p>IE1.6 Proportion de femmes dans les instances de décision (Gouvernement, Parlement, Communes) DR : 25% au Gouvernement 2016; 10,7% de femmes parlementaires en 2015 ; 9% à la Mairie C : 30% de femmes parlementaires ; XX% au Gouvernement ; XX% à la Mairie</p>	<p>Rapport Mo Ibrahim 2015</p> <p>Min de l'Intérieur et de la Sécurité, PNCS, Communes)</p> <p>Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant/Assemblée Nationale/ Min de l'Intérieur et de la Sécurité, ARDCI/UVICOCI)</p> <p>EDS / Statistiques Min de l'Intérieur</p>	<p><u>Risques</u> Dégradation de la situation sécuritaire encore fragile dans les zones frontalières et résurgence des affrontements communautaires.</p> <p>Instabilité institutionnelle</p> <p><u>Hypothèses :</u> L'engagement du gouvernement et d'autres acteurs, Disponibilité de ressources nécessaires Stabilité de la sécurité sécuritaire dans les zones frontalières</p>	<p>Tous les Ministères bénéficiant de l'appui des NU, le Parlement, le conseil économique et social, la CDVR, PNCS, CONARIV, la société civile, les collectivités locales, les leaders communautaires, les PTF, etc.</p>

	<p>IE1.7 Proportion de naissances et de décès déclarés à l'état civil DR : Naissance 65 % (2012) / Décès : 8.2% (2013) Cible : Naissance 75% / Décès : 25%</p>			
<p>Produit 1.1 Les institutions publiques nationales et locales disposent de capacités techniques pour la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation des politiques et programmes y compris les politiques sensibles au genre</p> <p>PNUD, HCDH, UNICEF, UNFPA, OMS, ONUDI, ONUFEMMES, FAO, UNESCO, PAM</p>	<p>IP1.1.1 Nombre d'enquêtes nationales réalisées avec l'appui technique du SNU DR : à définir par le groupe S/E Cible : Groupe S/E</p> <p>IP1.1.2 Nombre de revues des politiques publiques incluant les dépenses publiques (PND, plans/stratégies sectorielles et/ou locales) DR : 3 revues du PND ; 2 revues de politique/plan/stratégie; (santé et éducation) Cible : 12 (Au moins 1 revue par politique sur la période)</p> <p>IP1.1.3 Nombre de régions mettant en œuvre un plan régional de développement DR : 0 Cible : 3</p>	<p>Rapport d'enquêtes/INS (EDS, MICS, Enquête agricole, Enquête sur la gouvernance, Enquête sur le niveau de vie, Enquête Gouvernance-Paix et Sécurité, Enquête sur l'efficacité du partenariat et de l'aide extérieure, etc.)</p> <p>MEMPD/DGLP Rapports des Ministères concernés DGDCL/MEMIS</p>	<p>Risques Dégradation de la situation sécuritaire Instabilité politique Insuffisance des ressources financières</p> <p>Hypothèses : Engagement des autorités nationales et des partenaires Mobilisation de ressources</p>	<p>MEMPD, MEMEF, INS, ONP, COMOREX, MENN, MSLS etc..., MEMIS, Autorités locales</p>
<p>Produit 1.2 Les institutions publiques disposent de compétences techniques pour garantir l'accès à la justice, à l'état civil et la sécurité des populations en particulier les femmes et les groupes vulnérables (PNUD, HCDH, UNICEF, UNFPA, HCR, ONUFEMMES, UNESCO, ONUCI)</p>	<p>IP1.2.1 Nombre des mineurs et des femmes ayant bénéficié d'une assistance judiciaire et/ou juridique DR : 128 Cible : 300</p> <p>IP1.2.2 Nombre de centres d'état civil de la zone d'intervention fonctionnels DR : 55% Cible : 100%</p> <p>IP1.2. Niveau de confiance des populations ivoiriennes, hommes et femmes, aux forces de sécurité</p>	<p>MJLP Rapport</p> <p>Registre d'Etat civil dans les zones d'intervention</p> <p>Rapport IGPS/INS</p>	<p>Risques Dégradation de la situation sécuritaire Instabilité politique Insuffisance des ressources financières</p> <p>Hypothèses : Engagement des autorités politiques à promouvoir l'état de droit et le respect des DH et l'accès à la justice et à l'identité pour tous</p>	<p>Ministères DH, Justice, Emploi et affaires sociales, Intérieur, Défense, Famille, CNDHCI, ONG/DH, Ordre national des avocats, bureau conseillère spéciale genre du PR</p>

	DR : police et gendarmerie 46,8% ; Armée : 43.9% : Données SHASA/INS 46,8% ; Armée : 43.9% : Données SHASA/INS 2015 Cible : 60%			
<p>Produit 1.3</p> <p>Les collectivités territoriales et institutions locales disposent de compétences techniques pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits</p> <p>PNUD, ONUFEMMES, FAO, HCR UNESCO</p>	<p>IP1.3.1 Nombre de conflits recensés dans les zones cibles DR : PNCS Cible :</p> <p>IP1.3.2 Nombre de conflits gérés pacifiquement par les mécanismes locaux/traditionnels avec la participation des hommes et des femmes DR : 836 conflits données DGAT Cible : 50% dans les zones cibles</p> <p>IP1.3.3 Pourcentage de la population, hommes et femmes, ayant confiance au processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale DR : 52,8% données OSCS Cible : 80%¹ à désagréger par sexe (<i>Cible à confirmer par le Gouvernement</i>)</p>	<p>Rapport d'activité/PNCS</p> <p>Rapport d'activités/Etude de perception PBF</p> <p>Evaluation PNCS</p>	<p>Risque : Instabilité au sein des administrations publiques au niveau national et local Instabilité sécuritaire dans la zone de couverture</p> <p>Hypothèse : Engagement des acteurs dans la mise en œuvre des programmes</p>	<p>Ministères Plan et Développement, Intérieur, PNCS, Autorités locales et mécanismes de paix au niveau local, CONARIV</p>
<p>Produit 1.4</p> <p>Le parlement, les organisations de la société civile et les médias disposent de compétences techniques pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics, et la participation citoyenne</p> <p>PNUD, UNICEF, UNFPA ONUFEMMES, UNESCO, FAO</p>	<p>IP1.4.1 Taux de confiance de la population, hommes et femmes, à l'égard des médias DR : 48,3% Cible : 60%² (à désagréger par sexe) (<i>Cible à confirmer par le Gouvernement</i>)</p> <p>IP1.4.2 Proportion des projets gouvernementaux ayant fait l'objet d'une commission parlementaire d'information DR : Voir Assemblée Nationale, PNUD Cible : +20%</p>	<p>IGPS/INS/Rapport</p> <p>Rapport de l'Assemblée nationale</p>	<p>Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Persistance de l'insécurité <p>Hypothèse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement des acteurs dans la mise en œuvre des programmes - Disponibilité des ressources 	<p>Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, Société civile, Médias</p>

¹ Ibidem

² Ibidem

	<p>IP1.4.3 Proportion de projets gouvernementaux ayant fait l'objet d'un suivi indépendant de la société civile DR : Convention de la société civile, PNUD Cible : +20%</p> <p>IP1.4.4 Niveau de satisfaction du fonctionnement de la démocratie (SHaSA) DR : 15,9% Cible : +20%³ (à désagréger par sexe) (SHaSA) Cible : +20% (<i>Cible à confirmer par le gouvernement</i>)</p> <p>IP1.4.5 Proportion de femmes candidates aux élections locales, régionales et nationales DR : 0 Cible : 10%</p>	<p>Rapport Convention de la Société Civile Ivoirienne</p> <p>IGPS/INS/Rapport</p> <p>Assemblée nationale, organisation de la société civile, Commission Electorale Indépendante</p>		
--	--	---	--	--

Effets/Extrants	Indicateurs(I) Données de référence (DR), cibles (C)	Moyen de vérification	Risques et Hypothèses	Rôles des partenaires (Non SNU)
<p>Effet 2</p> <p>D'ici 2020, les populations les plus vulnérables bénéficient de façon équitable de services sociaux de base et d'une protection sociale de qualité</p>	<p>IE2.1 Indice composite de privation DR: 39% C: 60%</p> <p>IE2.2 Taux net de scolarisation du primaire et 1^{er} cycle secondaire désagréé par sexe DR : TNS primaire 78% Cible : TNS 89% primaire DR : TNS 1^{er} cycle secondaire (<i>à calculer par le gouvernement ; UNICEF</i>)</p>	<p>EDS/MICS – exploitation secondaire de données</p> <p>EDS</p> <p>EDS</p>	<p>Hypothèses Respect des engagements de l'Etat (Disponibilité des ressources humaines, Disponibilité des infrastructures, Disponibilité des ressources financières)</p> <p>Disponibilité dans le temps des ressources au niveau des agences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - MSLS, MEN, MIE, MEMEASS, MFFE, MCAU, - collectivités territoriales - Société civile, - Secteur privé

³ Ibidem

<p>(OMS, UNICEF, UNFPA, UNESCO, PAM, PNUD, UNHCR, ONUSIDA, ONUFEMMES, BIT, FAO)</p>	<p>Cible : TNS 1^{er} cycle secondaire (à définir par le Gouvernement avec l'appui de l'UNICEF)</p> <p>I.E 2.3 : Taux d'utilisation des services de santé⁴ DR : 27,5% (RASS 2013) Cible : 40% (cible du PNDS 2015 30%)</p> <p>I.E.2.4 Taux de prévalence contraceptive DR : 14% (UNFPA) C : 36% (UNFPA)</p> <p>I.E.2.5 : Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifiés DR : 59% (UNFPA) C : 85% (UNFPA)</p> <p>I.2.6 : Taux de consultation prénatale de rang 4 DR : 44% (UNFPA) C : 66% (UNFPA)</p>		<p>Adhésion des communautés et des collectivités territoriales</p> <p>Risques Instabilité institutionnel et insécurité</p>	
<p>Produit 2.1 Les populations en particulier les femmes et les jeunes ont accès à des services de prévention et de protection contre la violence et de protection sociale (UNICEF, UNESCO, PAM, HCDH, UNFPA, UNOPS, BIT, ONUFEMMES)</p>	<p>IP2.1.1 Nombre d'enfants et de femmes victimes de violence physiques recevant une assistance appropriée DR : 2850 cas (2015) Cible : 3 500 cas (2020)</p> <p>IP.2.1.2: Nombre de victimes de viols par sexe prises en charge au plan médical dans les 72h DR : 452 cas (2015) C : 1200 cas (2020)</p> <p>IP2.1.3 Pourcentage désagrégé par sexe et par âge des ménages (par sexe de chef de</p>	<p>Base de données VBG</p> <p>Rapport de mise en œuvre de la stratégie de protection sociale</p> <p>MFFE</p>	<p>Hypothèses Engagement du gouvernement et des autres acteurs Coordination des ministères de tutelles des structures d'action sociale</p> <p>Risques Pesanteur socioculturelle</p>	<p>MENET, MSFFE, Société civile, Secteur privé</p>

⁴ Ibidem

	<p>ménages) des zones vulnérables à l'insécurité alimentaire bénéficiant des filets sociaux</p> <p>DR : 35%</p> <p>Cible : 50%</p> <p>IP2.1.4 Pourcentage de structures d'actions sociales disposant de capacités d'interventions en matière de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux enfants</p> <p>DR : 10%</p> <p>Cible : 50%</p>	MFFE		
<p>Produit 2.2</p> <p>Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes ont accès aux services de santé de qualité à tous les niveaux, y compris au niveau communautaire (UNFPA, OMS, UNICEF, ONUSIDA, PAM, PNUD)</p>	<p>IP 2.2.1 Proportion des établissements sanitaires offrant au moins 3 méthodes modernes de contraception</p> <p>DR : 71%</p> <p>Cible : 90%</p> <p>IP2.2.2 Proportion d'enfants 0-11 mois qui ont reçu la 3eme dose de vaccin pentavalent en vaccination de routine</p> <p>DR : 87%</p> <p>Cible : 90%</p> <p>IP.2.2.3 : Taux de consultation prénatale désagrégé par âge de rang 4</p> <p>DR : 44%</p> <p>C : 66%</p> <p>IP 2.2.4; Nombre et pourcentage des femmes enceintes séropositives désagrégé par âge qui reçoivent des ARV pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant"</p> <p>DR : 23,8% cible : moins de 15%⁵</p>	Données de routine du PEV/EDS/MICS	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique - Implication du secteur privé - Disponibilité de ressources financières - Adhésion à l'approche participative (programme ATPC) 	

⁵ Faire le plaidoyer pour désagréger cet indicateur par âge de la femme enceinte lors des opérations de collecte

<p>Produit 2.3 Les femmes, les enfants et les adolescents dans les zones les plus vulnérables ont un accès équitable aux services de prévention de la malnutrition dans les formations sanitaires et au niveau communautaire (UNICEF, OMS, ONUSIDA, ONUFEMMES, PNUD, UNFPA, PAM, BIT, FAO)</p>	<p>IP2.3.1 Proportion de formations sanitaires offrant les interventions essentielles de nutrition DR = 82/208 = 39,4% Cible = 50%</p> <p>IP2.3.2 Proportion d'enfants de 6-59 mois pris en charge pour malnutrition aigüe et modérée. DR: ND Cible : 80% (F/G) dans les zones cibles</p> <p>IP2.3.3 Proportion des femmes en âge de procréer ayant des connaissances sur les bonnes pratiques de nutrition DR: ND Cible : 80% dans les zones cibles</p> <p>IP2.3.4 Nombre de ménages (chef de ménage) désagrégé par sexe produisant et consommant des aliments nutritifs et diversifiés en quantité suffisante DR : à renseigner par FAO C : à renseigner par FAO⁶</p>	<p>EDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santé</p> <p>EDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santé</p> <p>EDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santé</p>	<p>Hypothèses : Volonté politique Disponibilité de ressources financières</p> <p>Risques : RAS</p>	<p>MSLCS et autres partenaires</p>
<p>Produit 2.4 Les filles et les garçons âgés de six à seize ans ont un accès équitable à un enseignement de qualité jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire général et technique (UNICEF, UNESCO, PAM, UNFPA)</p>	<p>IP2.4.1 Indice de parité entre les sexes dans les écoles des zones cibles DR : Préscolaire IPS=1,07 ; 2015 Primaire IPS= 0,94 ; 2015 Secondaire IPS =0,80, 2015 C : IPS=100%</p> <p>IP2.4.2 Taux d'achèvement du primaire : DR : 63.9% (G=68.5% F=58.8%) Cible : 70%. (G : 75% F= 70%)</p> <p>IP2.4.3 Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire</p>	<p>Annuaire Statistique de la DSPTS/MENET</p>	<p>Hypothèses La stratégie de scolarisation obligatoire est mise en œuvre</p> <p>Risques Faiblesse des revenus des parents d'élèves pour faire face aux frais scolaires du premier cycle de l'enseignement secondaire</p>	<p>MENET, MSFFE</p>

⁶ Faire le plaidoyer lors de la collecte des données pour introduire la variable sexe

	DR: TAS=36% (G=41,2% F=30,5) 2015; C : 50% (G=50% F=40%)			
Produit 2.5 Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes particulièrement ceux vivant en milieu rural - ont accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène (UNICEF)	IP2.5.1 Nombre de villages qui mettent fin à la défécation à l'air libre DR: 3090 C : 5090 IP2.5.2 Nombre de nouveaux ménages ayant accès à un point d'eau amélioré DR : 0 C : 14 000 IP2.5.3 Nombre de nouvelles écoles qui disposent des latrines séparées par sexe et un point d'eau amélioré. DR : 0 cible : 200 IP2.5.4 % Nombre de nouveaux Centres de Santé qui disposent d'infrastructures EHA DR : 0 cible : 200	Rapports d'activités / Enquêtes de base et de suivi / EDS / MICS	Risques Décentralisation limitée et Faible appropriation de la stratégie ATPC et du Marketing de l'Assainissement par la partie nationale; Faible durabilité des interventions Hypothèses Adhésion et participation des communautés à la Stratégie ATPC et au Marketing de l'Assainissement Disponibilité de budget national conséquent pour les investissements en EHA Contribution effective des partenaires au développement	MIE, MEN, MSPLCS
Effets/Produits	Indicateurs(I) Données de référence (DR), cibles (C)	Moyen de vérification	Risques et Hypothèses	Partenaires
Effet 3 D'ici 2020, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui garantissent des modes de production et de consommation durables et la lutte contre le changement climatique. (PNUD, ONUDI, PNUE, FAO, UNESCO)	IE 3.1: pourcentage des énergies renouvelables (excepté la grande hydroélectricité) dans le mix énergétique PNUD DR : 1,3% ; cible: 10% IE 3.2: Taux de couverture nationale forestière DR : 19% ; cible: 20% IE 3.3 Nombre d'entreprises ayant une attestation de conformité de leur produit DR : 77	Rapports MPE/MINE-SUDD/MINEF ; plan directeur production transport de l'énergie en Côte d'Ivoire Rapport Ministère des eaux et des forêts Rapports MPE/MINE-SUDD/MINEF	Risques Instabilité politique, institutionnelle Non adhésion de la population Hypothèse : Engagement de tous les acteurs	MINESUDD/ MINEF/MPE/MINAGRI/ MI-RAH

	<p>Cible : 100 IE 3.4 Pourcentage de la population par sexe des régions cibles maîtrisant les risques et les mesures de préparation et de réponse aux catastrophes (DR: AD⁷ ; Cible: 30⁸) PNUD</p>	<p>Rapports du Ministère du Commerce, Min de l'artisanat et des PME Enquête IGPS auprès des usagers / Ministère de l'Intérieur/ONPC</p>		
<p>Produit3.1 Les institutions nationales et les acteurs du secteur agricole et forestier disposent de compétences techniques en matière de pratique de production durable FAO, ONUDI, PNUD, PNUE</p>	<p>IP 3.1.1: Nombre d'organisations y compris les organisations féminines, et d'institutions adoptant des pratiques innovantes pour la production durable DR : 4 Cible:15⁹</p> <p>IP 3.1.2: Nombre d'initiatives favorisant la restauration des écosystèmes, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique DR: 1 Cible : 2</p> <p>IP 3.1.3: couvert forestier réhabilité DR: 2,5 millions ha Cible : + 25 000 ha</p>	<p>Rapports DOPA/MINAGRI/FAO DGPPS/DGPSA/MINAGRI DP/DS/MIRAH MINEF MINESUDD</p>	<p>Risques</p> <p>Degré d'implication des autorités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de ressources - Coordination, synergie - Coût de transaction élevé - Foncier rural -Non adhésion des bénéficiaires - Dégradation de la situation sécuritaire <p>Hypothèse</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement des acteurs - Disponibilité des ressources nécessaire 	<p>DOPA/MINAGRI/FAO DGPPS/DGPSA/MINAGRI DP/DS/MIRAH MINEF MINESUDD</p>
<p>Produit3.2 Des institutions nationales et le secteur privé ont des capacités pour promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies propres</p>	<p>IP 3.2.1: Nombre de partenariats pour la vulgarisation de technologie propres établis DR: 2% Cible : 5</p> <p>IP 3.2.2 Proportion de nouveaux ménages/d'entreprises désagrégés selon le</p>	<p>Rapports du Ministère de l'énergie et Pétrole, MINESUDD</p>	<p>Risques</p> <p>Degré d'implication des autorités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de ressources - Coordination, synergie - Coût de transaction élevé - Foncier rural 	

⁷ A Déterminer

⁸ A confirmer auprès du gouvernement

⁹ Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données

<p>PNUD, ONUDI, PNUE, FAO,</p>	<p>sexe du chef de ménage/entreprises utilisant une nouvelle source d'énergies renouvelables dans les zones cibles DR : 2% Cible : 3% (17 900 ménages) DR : 0 entreprise Cible : 40 entreprises¹⁰ IP 3.2.3 : Puissance électrique à base d'énergies renouvelables produites dans les unités industrielles DR: 79.5 MW (2010) Cible : 100 MW</p>		<p>-Non adhésion des bénéficiaires - Dégradation de la situation sécuritaire</p> <p>Hypothèse Engagement des acteurs - Disponibilité des ressources nécessaire</p>	
<p>Produit3.3 Les autorités centrales, locales et les communautés vulnérables ont acquis des capacités techniques pour une résilience accrue face aux risques de catastrophes naturelles FAO, PNUD, PNUE, PAM FAO, PNUD, PNUE, PAM</p>	<p>IP 3.3.1: Nombre de Régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe DR:PNUD/PNUE/OCHA Cible : PNUD/PNUE</p> <p>IP 3.3.2: Disponibilité d'une Base de données à jour sur les risques de catastrophes disponible DR: non disponible Cible : disponible</p> <p>IP 3.3.3: Fréquence d'évaluation des risques de catastrophes DR : 0 Cible : 1 fois par an</p> <p>IP 3.3.4: Nombre de régions disposant de système d'alerte précoce ; DR: 0; Cible: 3</p>	<p>Rapport du Ministère en charge de l'Environnement, OIPR</p>	<p>Risques</p> <p>Instabilité institutionnelle</p> <p>Insuffisance de mobilisation de ressources</p> <p>Absence de données Hypothèse Engagement des acteurs - Disponibilité des ressources nécessaires</p>	

¹⁰ Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données

<p>Produit3.4 Les populations les plus défavorisées en particulier les jeunes et les femmes des zones cibles, disposent de compétence technique ont davantage accès au financement et entreprennent des activités créatrices de revenus/d'emplois (PNUD, ONUDI, PNUE, FAO, BIT, UNESCO, ONUFEMMES)</p>	<p>IP 3.4.1: Nombre de nouvelles micro-entreprises créées DR:0 ; Cible : 500</p> <p>IP 3.4.2 : Nombre de nouvelles TPE et PME créées dans les filières vertes y compris dans les énergies renouvelables et bleues DR : 0, Cible : 400</p> <p>IP 3.4.3 Nombre de nouveaux emplois et autres moyens d'existence créés, ventilé par secteur et sous-secteur et par sexe DR: 0; Cible: 100 000¹¹</p>	<p>Rapports des Ministères concernés</p>	<p>Risques Environnement des affaires non favorable au développement de la micro entreprise.</p> <p>Hypothèse Accès au financement</p>	<p>CEPICI CNMCI Ministère de l'industrie MINESUDD Ministère auprès de la PR chargé de l'emploi des jeunes</p>
--	---	--	--	---

¹¹ Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données